

**GROUPEMENT DE COMMANDES COORDONNE PAR LES
HOPITAUX DE LA ROCHELLE-RE-AUNIS**

APPEL D'OFFRES OUVERT

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Marché d'exploitation des installations thermiques, aérauliques et
électriques (P1 et/ou P2) du groupement de commandes**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
C.C.A.P**

SOMMAIRE

1. DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. PARTIES CONTRACTANTES	5
1.1.1. <i>L'acheteur public</i>	5
1.1.2. <i>Le Titulaire du marché</i>	6
1.2. OBJET DU MARCHE	7
1.3. TYPE DE MARCHE	9
1.4. MONTANT DU MARCHE	9
1.5. VARIANTES	10
1.6. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	10
1.7. DATE DE PRISE D'EFFET DU MARCHE - DUREE DU MARCHE	11
1.8. SOUS-TRAITANCE	11
1.9. DECOMPTE DES DELAIS	12
1.10. FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS	12
1.11. CONFIDENTIALITE - DISCRETION	13
1.12. DROITS DE PROPRIETE	13
1.12.1. <i>Droits du MAITRE D'OUVRAGE pour l'utilisation des résultats</i>	13
1.12.2. <i>Droits du Titulaire pour l'utilisation des résultats</i>	14
1.12.3. <i>Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire</i>	14
1.13. AVENANT ET PRESTATIONS SIMILAIRES	14
1.13.1. <i>Avenant</i>	14
1.13.2. <i>Prestations similaires</i>	15
1.14. FORCE MAJEURE	15
1.14.1. <i>Définition</i>	15
1.14.2. <i>Mise en œuvre</i>	15
1.15. PERTES ET AVARIES	15
2. PIECES CONTRACTUELLES	16
2.1. PIECES PARTICULIERES	16
2.2. PIECES GENERALES	16
2.3. AUTRES PIECES	16
3. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	17
3.1. GENERALITES	17
3.2. REGLEMENTATION	17
3.3. LOIS SOCIALES	18
3.4. PLAN DE PREVENTION	18
3.5. RESPECT DES REGLES AU SEIN DES SITES	18
3.6. ACHAT DES PRODUITS ET MATERIAUX	18
3.7. FOURNITURE D'ENERGIE ET UTILITES	19
3.8. PROPRETE DES LOCAUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX SANS EMPLOI	19
3.9. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	19
3.9.1. <i>Limitation des impacts</i>	19
3.9.2. <i>Gestion des déchets</i>	19
3.10. CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE ET AUTRES FINANCEMENTS	20
3.11. SUBVENTIONS	20
4. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MAITRE D'OUVRAGE	20
4.1. LOCAUX TECHNIQUES	20
4.2. FOURNITURE D'EAU ; D'ELECTRICITE ET DE GAZ POUR VAL DE GERES	21
4.3. INFORMATIONS	21
5. CONDITIONS FINANCIERES	21

5.1.	CONTENU DES PRIX	21
5.2.	DEFINITION DES PRIX	22
5.3.	LE POSTE ENERGIE « P1 »	22
5.3.1.	<i>Généralités</i>	22
5.3.2.	<i>Fournitures - Consommables</i>	22
5.3.3.	<i>Structure du terme P1</i>	23
5.3.4.	<i>Poste P1 Chaleur : Contrat MCI : définition de la cible</i>	23
5.3.5.	<i>Le poste énergie « P1ecs »</i>	23
5.3.6.	<i>Le poste énergie « P1El »</i>	24
5.4.	DEFAILLANCE DES COMPTEURS - MARCHÉ DE BASE M.C.I	24
5.5.	L'INTERESSEMENT « I »	25
5.5.1.	<i>Généralités</i>	25
5.5.2.	<i>Définitions</i>	25
5.5.3.	<i>Modification des valeurs NB</i>	26
5.5.4.	<i>Réajustements sur écarts</i>	27
5.6.	LE POSTE ENTRETIEN : P2	27
5.7.	TRAITEMENT D'EAU CHAUDE SANITAIRE - REMPLACEMENT ET FOURNITURE A PRIX UNITAIRE	27
5.8.	TRAVAUX HORS FORFAIT	27
5.9.	LES TAUX HORAIRE DE LA MAIN D'ŒUVRE / LES COEFFICIENTS	28
5.10.	REVISION DES PRIX	28
5.10.1.	<i>Date de Révision des prix</i>	28
5.10.2.	<i>Prestation P1</i>	28
5.10.3.	<i>Le poste P2</i>	29
5.10.4.	<i>Taux Horaire de la Main d'œuvre</i>	29
5.10.5.	<i>Modification de la constitution du parc de matériels</i>	30
5.10.6.	<i>Evolution des tarifs</i>	30
5.10.7.	<i>Clause de sauvegarde</i>	30
6.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	31
6.1.	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	31
6.2.	FREQUENCE DES FACTURATIONS	31
6.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	31
6.3.1.	<i>Facture électronique</i>	31
6.3.2.	<i>Le Poste énergie : P1c chauffage et P1ecs</i>	33
6.3.3.	<i>Le Poste P1El (Electricité de secours)</i>	33
6.4.	DELAI DE PAIEMENT	33
6.4.1.	<i>Délai global de paiement</i>	33
6.4.2.	<i>Pénalités de retard</i>	33
6.5.	AVANCE	34
6.5.1.	<i>Généralités</i>	34
6.5.2.	<i>Modalités de paiement</i>	34
6.6.	REGLEMENT EN FIN DE CONTRAT	34
6.7.	NANTISSEMENT	34
7.	PRESTATION NON CONFORME - PENALITES	34
7.1.	GENERALITES	34
7.2.	PLAFONNEMENT	35
7.3.	CONTESTATIONS	35
7.4.	MONTANT DES PENALITES	35
7.4.1.	<i>Retard ou non réalisation d'une prestation</i>	35
7.4.2.	<i>Prestations non conformes</i>	36
7.4.3.	<i>Pénalités en fin de contrat</i>	37
7.4.4.	<i>Pénalités pour négligence manifeste</i>	37
8.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	37

9. GARANTIE FINANCIERES - ASSURANCES	37
9.1. GARANTIES FINANCIERES	37
9.2. ASSURANCES	38
9.3. REPARATION DES DOMMAGES PAR LE TITULAIRE	39
10. RESILIATION - FIN DU MARCHE	40
10.1. RESILIATION - DISPOSITIONS GENERALES	40
10.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	40
10.3. AUTRES CAS DE RESILIATION	41
11. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	41
12. FIN DE CONTRAT	41
13. CESSION DU CONTRAT	41
14. CLAUSE DE JURIDICTION	41
15. DROIT ET LANGUE	41
16. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	42
17. VOIX DE RECOURS	42

1. Dispositions générales

1.1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1.1. L'acheteur public

Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, le Centre Hospitalier de Marennes, le Centre Hospitalier de l'Île d'Oléron et l'EHPAD de Surgères ont décidé de procéder ensemble à la présente consultation dans le cadre général d'une convention de groupement d'achat pour les marchés de réfection de locaux, de maintenance technique et de fournitures d'atelier.

Ce groupement de commandes est constitué en application de l'article L2113-6 du Code de la Commande Publique, avec la désignation d'un coordonnateur.

Les membres du groupement sont :

- **Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis**
Rue du Docteur Schweitzer
17019 LA ROCHELLE CEDEX
- **Centre Hospitalier de Marennes**
3 bis rue du Docteur Roux
17320 MARENNES
- **Centre Hospitalier de l'Île d'Oléron**
Rue Carinena - CS 50020
17310 SAINT PIERRE D'OLERON
- **EHPAD Val de Gères**
12 avenue du 8 mai 1945
17700 SURGERES

Le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis, désigné comme établissement coordonnateur, est représenté par sa Directrice ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature. L'établissement coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la Commande Publique, aux missions suivantes :

Au titre de la passation du marché :

1. d'assurer l'organisation technique, juridique et administrative de chaque procédure d'achat,
2. de procéder aux recensements de la nature et de l'étendue du besoin des établissements membres du groupement,
3. de coordonner l'élaboration du cahier des charges de chaque consultation, en concertation avec les adhérents et d'en assurer la réalisation technique,
4. d'assurer la publication des avis de pré-information et d'appel public à la concurrence,
5. d'envoyer les dossiers de consultation,
6. de procéder à la réception, à l'enregistrement et à l'ouverture des plis et des offres,
7. de coordonner le dépouillement et l'analyse des offres, ainsi que les auditions éventuelles, la remise d'échantillons, l'organisation des tests et des démonstrations, la réalisation des essais, et de mettre plus généralement en œuvre

- toute procédure réglementaire qui lui semblera adéquate pour l'analyse et la sélection des offres,
8. de convoquer et de conduire des réunions techniques préalables à la décision d'attribution
 9. d'informer les candidats de la décision d'attribution du marché
 10. d'informer les établissements membres du groupement des candidats retenus,
 11. de signer et notifier les marchés aux candidats retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution,
 12. de publier les avis d'attribution
 13. de transmettre aux établissements membres du groupement les copies des marchés pour leur en permettre l'exécution et de leur transmettre plus généralement toutes pièces nécessaires à la bonne gestion des marchés,
 14. d'organiser les procédures de passation des marchés consécutives à des procédures initiales déclarées infructueuses ou sans suite, sauf décision contraire du coordonnateur
 15. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement de commandes au titre de la passation des marchés groupés.

Au titre de l'exécution du marché :

16. de procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre des marchés groupés, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés,
17. de gérer les procédures relatives aux clauses d'ajustement et de révision des prix, et d'en communiquer les résultats aux adhérents, préalablement à leur date d'effet,
18. de procéder à la reconduction des marchés pluriannuels,
19. de prononcer la résiliation des marchés, après avis des adhérents,
20. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement au titre de la passation des avenants aux marchés et des remises en compétition des titulaires, de la reconduction et de la résiliation des marchés, et de l'ajustement et de la révision des prix.

1.1.2. Le Titulaire du marché

Il est désigné dans les pièces contractuelles par les termes « Le Titulaire ». Il s'agit du mandataire du groupement le cas échéant.

Le TITULAIRE s'engage à informer tout de suite le MAITRE D'OUVRAGE en ce qui concerne les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- à la répartition du capital social entraînant un changement dans le contrôle de la société créée pour le marché ou dans le contrôle de la société Mandataire;
- aux statuts ou à l'objet social
- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager
- à son adresse ou son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché concerne l'exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques (P1 et/ou P2) du groupement de commandes.

Les lieux d'exécution sont :

- L'Hôpital St Honoré, 53 rue de l'Hôpital, 17410 SAINT MARTIN DE RE
- Le Centre de Soins de Suite de Marlonges, 5 rue de la Grosse Motte, 17290 CHAMBON
- Le Centre Hospitalier, 3 bis rue du Docteur Roux, 17320 MARENNES
- Le Centre Hospitalier de l'Île d'Oléron, rue Carinena, 17310 SAINT PIERRE D'OLERON
- L'EHPAD Château Fournier, 9 rue des Dames, 17190 SAINT GEORGES D'OLERON
- L'EHPAD Val de Gères, 12 avenue du 8 mai 1945, 17700 SURGERES

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les **Cahiers des Clauses Techniques Particulières**.

Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☐ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

Le présent marché se compose de 5 lots :

- ♦ Lot n° 1 : exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques de l'Hôpital St Honoré à St Martin de Ré (P1 et P2).

♦ Lot n° 2 : exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques du Centre de Soins de Suite de Marlonges à Chambon (P2).

♦ Lot n° 3 : exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques de l'EHPAD Val de Gères de Surgères (P2).

♦ Lot n° 4 : exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques du Centre Hospitalier de Marennes (P2).

♦ Lot n° 5 : exploitation des installations thermiques, aérauliques et électriques du Centre Hospitalier de l'Ile d'Oléron (P2).

Le candidat pourra présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Lorsque le candidat répond à un lot, il devra impérativement et **sous peine de rejet de son offre** répondre à l'ensemble dudit lot et de toutes les prestations qui lui sont afférentes.

♦ **Le lot n° 1** concerne la fourniture de chaleur, d'électricité de secours, l'exploitation et la maintenance des installations objet du marché. Ces installations ont trait à la production et distribution de chaleur, la production et distribution de froid, la production d'eau chaude sanitaire, de traitement d'air, de ventilation, de traitement d'eau, de relevage des eaux, la production d'électricité, et de tout équipement connexe nécessaire à l'obligation de continuité du service des infrastructures hospitalières de l'hôpital Saint Honoré de Saint Martin de Ré.

Les prestations comprises au marché de base par le TITULAIRE sont :

- **La prestation « P1 »** qui comprend la fourniture de l'énergie nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire et la production d'électricité de secours, la recherche d'économies d'énergie et le respect des objectifs de consommation tels que fixés par le MAITRE D'OUVRAGE.
- **La prestation « P2 »** qui comprend l'astreinte, la conduite, la surveillance et l'entretien courant des installations, le reporting et le devoir de conseil.

♦ **Le lot n° 2** concerne la maintenance des installations de chaufferie et de production d'eau chaude, ainsi que la maintenance curative en cas de besoin.

♦ **Le lot n° 3** concerne la fourniture d'électricité de secours ainsi que l'exploitation et la maintenance des installations objet du marché. Ces installations ont trait à la production de chaleur, d'eau chaude sanitaire, d'électricité et la maintenance des systèmes de production de chaleur, d'électricité de secours, d'ECS, du traitement d'eau et du traitement d'air.

Les prestations « P2 » comprises au marché de base par le TITULAIRE sont :

- la conduite, la surveillance et l'entretien courant des installations, le reporting et le devoir de conseil.
- la mise en place d'une astreinte.
- le suivi de la qualité de l'ECS.

L'ensemble de ces prestations sont définies aux CCTP.

♦ **Le lot n° 4** concerne les prestations de P2 (conduite et d'entretien, reporting et devoir de conseil) imposant de :

- Garantir la continuité du service de production et de distribution de la chaleur, de froid, d'électricité de secours, de relevage des eaux, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement d'air et d'eau.
- Respecter les valeurs contractuelles de service : températures à l'intérieur des locaux, température d'eau chaude sanitaire ; qualité de l'eau (pH, TH).
- Garantir la maintenabilité, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations à un niveau optimal.
- Respecter les conditions d'astreinte, les prestations de conduite, de surveillance et entretien courant (P2), pour garantir une gestion maîtrisée, en particulier celles relevant de la technique de l'exploitation.
- Réaliser les prestations en toute transparence et avec un maximum de traçabilité.
- Garantir une intervention sur des dépannages techniques tous corps d'état en astreinte.

♦ **Le lot n° 5** concerne les prestations de P2 imposant de :

- Garantir la continuité du service de production et de distribution de la chaleur, de froid, de relevage des eaux, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement d'air et d'eau.
- Respecter les valeurs contractuelles de service : température de départ du primaire et de l'ECS ; qualité d'eau (pH, TH).
- Garantir la maintenabilité, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations à un niveau optimal.
- Respecter les conditions d'astreinte, les prestations de conduite, de surveillance et entretien courant (P2), pour garantir une gestion maîtrisée, en particulier celles relevant de la technique de l'exploitation.
- Réaliser les prestations en toute transparence et avec un maximum de traçabilité.

1.3. TYPE DE MARCHÉ

La présente consultation est lancée suivant une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L2124-2 et R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

1.4. MONTANT DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande, au sens des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique. Le marché est passé sans montant minimum et avec les montants maximums suivants, sur toute la durée du marché (reconductions comprises) :

- ♦ 240 000 € HT pour les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (St Martin de Ré et Marlonges)
- ♦ 220 000 € HT pour le Centre Hospitalier de Marennes
- ♦ 80 000 € HT pour le Centre Hospitalier de l'Île d'Oléron

- ♦ 60 000 € HT pour l'EHPAD de Surgères

Le titulaire s'engage à réaliser, aux prix convenus dans l'Acte d'Engagement et ses annexes, les prestations demandées.

1.5. VARIANTES

Les variantes sont autorisées à l'exception de la durée du marché. Cependant une réponse à la solution de base est au préalable obligatoire. Les variantes doivent être techniquement équivalentes par rapport aux prestations décrites aux CCTP.

1.6. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Le présent marché fait l'objet de prestations supplémentaires éventuelles (PSE), à savoir :

- ♦ Pour le lot n° 1 :
 - PSE 1 : astreinte technique tous corps d'état (semaine impaire)
 - Option n° 1 : CTA (soufflage et reprise) : maintenance & exploitation des réseaux aérauliques, bouches comprises
 - Option n° 2 : extraction VMC : nettoyage des bouches et du premier mètre de gaine
- ♦ Pour le lot n° 2 :
 - PSE 1 : astreinte technique tous corps d'état (exceptionnelle sur une semaine)
 - PSE 2 : enregistrement des températures production ECS Chaufferie
 - PSE 3 : désembouage des réseaux de chaleur
 - PSE 4 : mise en place d'un réducteur sur le primaire chauffage durant la nuit (-10°C de 18H à 6H)
 - Option n° 1 : la prise en charge des émetteurs de chaleur et leurs réseaux
 - Option n° 2 : prise en charge de la maintenance du groupe électrogène
 - Option n° 3 : nettoyage des bouches VMC
- ♦ Pour le lot n° 3 :
 - PSE 1 : enregistrement des températures des deux productions ECS
 - PSE 2 : désembouage des réseaux de chaleur
 - PSE 3 : mise en place d'un réducteur sur le primaire chauffage durant la nuit (-10°C de 18H à 6H)
 - Option n° 1 : nettoyage des bouches VMC
 - Option n° 2 : entretien du sèche-linge compris évacuation des fumées
 - Option n° 3 : CTA (soufflage et reprise) : maintenance & exploitation des réseaux aérauliques, bouches comprises
- ♦ Pour le lot n° 4 :
 - PSE 1 : production ECS des Passerosses : F&P d'un compteur d'eau
 - PSE 2 : production ECS des Passerosses : F&P sondes températures ECS avec report et archivage GTC
 - PSE 3 : production ECS des Passerosses : modification de la distribution hydraulique du ballon ECS
 - PSE 4 : installation de batterie chaude dans 3 CTA (salles à manger)
 - PSE 5 : F&P de trappes sur l'échappement GE
 - PSE 6 : désembouage de la totalité du réseau de distribution de chaleur

- PSE 7 : astreinte technique tous corps d'état (exceptionnelle sur une semaine)
- Option n° 1 : extraction VMC : nettoyage des bouches et du premier mètre de gaine

♦ Pour le lot n° 5 :
- PSE 1 : astreinte technique tous corps d'état (semaine paire)
- PSE 2 : astreinte technique tous corps d'état (semaine impaire)
- PSE 3 : astreinte technique tous corps d'état (week-end)
- PSE 4 : astreinte technique tous corps d'état (exceptionnelle sur une semaine)
- Option n° 1 : maintenance de la production d'électricité de secours
- Option n° 2 : les réseaux aérauliques, bouches comprises
- Option n° 3 : le nettoyage des bouches VMC et du premier mètre de gaine (environ 253 bouches)

Le candidat devra chiffrer obligatoirement ces PSE et options en plus de l'offre de base.

1.7. DATE DE PRISE D'EFFET DU MARCHÉ - DURÉE DU MARCHÉ

La date de commencement d'exécution des prestations est fixée au : **01/01/2026**.

Le prestataire devra s'organiser entre la date de notification et la date de début d'exécution des prestations afin d'être opérationnel à cette dernière (cf § prise en charge du CCTP).

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter du 01/01/2026, renouvelable 3 fois 1 an par tacite reconduction.

En cas de non reconduction, le Coordonnateur du groupement de commandes préviendra le titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 60 jours avant la date anniversaire du marché.

1.8. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement pour chaque sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le sous-traitant doit être déclaré et approuvé par le maître d'ouvrage avant toute intervention sur le chantier. Le maître d'ouvrage ne pourra être tenu responsable d'un accident pour un sous-traitant non déclaré.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire devra adresser la déclaration de sous-traitance par lettre recommandée avec accusé réception, au pouvoir adjudicateur, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché. La déclaration de sous-traitance devra indiquer :

- la nature des prestations sous-traitées qui seront clairement détaillées,
- l'objet et le n° du marché,

- le n° du bon de commande (si celui-ci n'est pas mentionné, l'acte de sous-traitance sera rejeté),
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le n° SIRET du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité,
- si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise :
 - . le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant
 - . les modalités de règlement de ces sommes
 Et un RIB est joint.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).

1.9. DÉCOMPTÉ DES DÉLAIS

Tout délai commence à courir :

- à compter de la date de transmission de l'information par écrit pour la gestion courante et à compter de la réception de l'accusé de réception pour les actes importants
- ou à 0 heure le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Un délai fixé en jour calendaires inclus les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au TITULAIRE n'inclut pas le délai nécessaire au MAITRE D'OUVRAGE pour effectuer ses opérations de vérifications et prendre sa décision.

1.10. FORME DES NOTIFICATIONS ET COMMUNICATIONS

Courrier en recommandé, ou mail avec accusé de réception de lecture pourront être utilisés comme moyen de transmission des notifications de décisions et (ou) de communications.

Courrier, fax et mail pourront être utilisés comme moyen de transmission des notifications de décisions et (ou) de communications pour la gestion courante du contrat.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de demander au TITULAIRE d'envoyer systématiquement une copie de toute correspondance à son éventuel futur assistant en maîtrise d'ouvrage.

Le MAITRE D'OUVRAGE se réserve la possibilité de créer un site extranet, dans ce cas le TITULAIRE s'engage à respecter le mode opératoire qui sera mis en place par le MAITRE D'OUVRAGE.

Le MAITRE D'OUVRAGE précisera suite à la notification du TITULAIRE le mode opératoire pour transmettre les informations relatives à l'exploitation des installations. Il pourra changer à tout moment ce mode opératoire.

Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français.

Le TITULAIRE devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le MAITRE D'OUVRAGE

1.11. CONFIDENTIALITÉ - DISCRÉTION

Les collaborateurs du TITULAIRE (ainsi que toutes personnes travaillant pour lui sur ce marché : salariés des cotraitants, sous-traitants compris) sont soumis au secret professionnel, en conséquence toutes les informations auxquelles ils auront accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat doivent rester impérativement confidentielles.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Chaque partie du marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

1.12. DROITS DE PROPRIÉTÉ

1.12.1. Droits du MAITRE D'OUVRAGE pour l'utilisation des résultats

Le Titulaire du présent marché concède, à titre non exclusif, au Maître d'ouvrage et à tout tiers désigné dans le marché, le droit d'utiliser ou de faire utiliser, sous quelque forme que ce soit, en l'état ou modifiés, en tout ou en partie, les résultats se rapportant directement au marché protégés par un droit de propriété intellectuelle ou autres modes de protection.

Le MAITRE D'OUVRAGE et les tiers désignés dans le présent marché n'acquièrent pas, du fait du marché, la propriété des droits afférents aux résultats et ne pourront les exploiter commercialement.

Le prix de ladite concession est forfaitairement compris dans le montant du présent marché.

La liste des tiers désignés sera annexée au présent marché et complétée au fur et à mesure de l'exécution de celui-ci.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations.

Le MAITRE D'OUVRAGE a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Le MAITRE D'OUVRAGE peut librement publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le Titulaire.

1.12.2. Droits du Titulaire pour l'utilisation des résultats

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats, des prestations sans l'accord préalable du MAITRE D'OUVRAGE.

Le Titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du MAITRE D'OUVRAGE.

La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable du MAITRE D'OUVRAGE ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le MAITRE D'OUVRAGE.

1.12.3. Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le MAITRE D'OUVRAGE n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire.

Le Titulaire est tenu de communiquer au MAITRE D'OUVRAGE, à la demande de cette dernière, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au MAITRE D'OUVRAGE pour l'utilisation des résultats des prestations.

1.13. AVENANT ET PRESTATIONS SIMILAIRES

1.13.1. Avenant

Toute modification de quelque nature que ce soit (ajout/suppression d'équipements, modification des prestations...) et quel que soit son cadre (garantie GER ou non) et son initiateur (MAITRE D'OUVRAGE ou TITULAIRE) fera l'objet d'un avenant.

Notamment, en cas d'évolution de la législation intervenant sur l'exécution du marché (protection de l'environnement, des travailleurs...), les modifications éventuelles, demandées par le représentant du MAITRE D'OUVRAGE, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Lors d'augmentation de périmètre, la prise en charge des nouvelles installations sera effective dès réception de l'ordre de service, même si l'avenant n'a pas encore été notifié. Les délais débiteront à partir du jour de la prise en charge défini dans l'avenant concerné.

Un avenant comportera obligatoirement :

- son objet
- les montants initiaux du marché
- la description des modifications
- les dates de début et de fin
- le montant de l'origine du marché

- le montant annuel de l'avenant
- le montant total de l'avenant
- le tableau des prix du marché actualisé

1.13.2. Prestations similaires

Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

1.14. FORCE MAJEURE

1.14.1. Définition

Chaque partie est momentanément déliée totalement ou partiellement de ses obligations, au titre du marché dans le cas de force majeure, entendu au sens du marché comme tout événement extérieur à la volonté de la partie affectée, imprévisible, ne pouvant être surmonté par la mise en œuvre des efforts raisonnables auxquels celle-ci est tenue en sa qualité d'opérateur prudent et raisonnable, l'empêchant temporairement d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du marché ;

Un opérateur prudent et raisonnable est une personne agissant de bonne foi dans l'intention d'exécuter ses obligations contractuelles et qui, pour ce faire, met en œuvre les compétences, l'application, la prudence et la prévoyance qui sont raisonnablement et habituellement mises en œuvres par un professionnel compétent et expérimenté agissant conformément aux lois, réglementations et usages dans des circonstances et des conditions similaires.

1.14.2. Mise en œuvre

La Partie affectée s'engage dans les meilleurs délais après la survenance d'un événement tel que défini ci-dessus, à avertir l'autre Partie et à lui fournir toute information utile sur les circonstances invoquées et leurs conséquences.

Dans un tel cas, les Parties recherchent ensemble des solutions permettant d'organiser aux mieux la poursuite des prestations. Si aucune solution ne peut être trouvée dans un délai de six mois à compter de la survenance de l'évènement de force majeure, le contrat pourra être résilié.

1.15. PERTES ET AVARIES

Il n'est alloué au TITULAIRE aucune indemnité au titre des pertes, avaries ou dommages causés par sa négligence, son imprévoyance, son défaut de moyens ou ses fausses manœuvres.

Le TITULAIRE doit prendre à ses frais, risques et périls les dispositions nécessaires pour que les approvisionnements et les matériels et installations de chantier ainsi que les ouvrages en construction ne puissent être enlevés ou endommagés par les tempêtes, les crues, la houle et tous autres phénomènes naturels qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux.

En cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible, ou en cas de force majeure, le TITULAIRE est indemnisé pour le préjudice subi, sous réserve :

- qu'il ait pris, en cas de phénomène naturel, toutes les dispositions indiquées

- précédemment ;
- qu'il ait signalé immédiatement les faits par écrit.

Aucune indemnité ne peut néanmoins être accordée au TITULAIRE pour perte totale ou partielle de son matériel flottant, les frais d'assurance de ce matériel étant réputés compris dans les prix du marché.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissant :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- L'offre financière détaillée.

2.2. PIÈCES GÉNÉRALES

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues par Le Titulaire qui ne peut se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements, et les parties leur reconnaissent expressément leur caractère contractuel.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature de l'engagement par Le Titulaire :

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.) en vigueur à la consultation ;
- Le Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat (approuvé par la décision N° 2007-17 du 04 Mai 2007 du Comité exécutif de l'Observatoire Economique de l'Achat Public (O.E.A.P.) ;
- Le code du travail ;
- L'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations techniques et sanitaires liés au marché à la date de signature de celui-ci ;
- Les Documents techniques Unifiés (DTU) applicables aux marchés de chauffage.

2.3. AUTRES PIÈCES

- Le mémoire technique du TITULAIRE, qui comprendra à minima l'ensemble des documents exigés en annexe du règlement de consultation.

- Les actes spéciaux de sous-traitance
- Les comptes rendus de réunion

3. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

L'article ci-dessous définit l'ensemble des obligations du TITULAIRE hormis les prestations techniques qui sont, elles, définies dans le CCTP et les obligations dans le cas de la gestion administrative qui sont précisées plus loin.

3.1. GÉNÉRALITÉS

Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des contraintes et dispositions figurant dans le marché et celles résultant de la réglementation en vigueur.

Il doit prendre en compte les remarques et suggestions formulées par le MAÎTRE D'OUVRAGE, pour garantir la conformité de l'exécution aux stipulations du contrat, aux règles de l'art ou encore aux règlements administratifs.

En cas de malfaçon manifeste, le MAÎTRE D'OUVRAGE pourra exiger du Titulaire l'arrêt des travaux incriminés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les conditions de leur reprise.

Le TITULAIRE est responsable de l'état des installations qui lui sont confiées, que son personnel soit présent ou absent sur le site.

Il doit tenir informé en permanence le MAÎTRE D'OUVRAGE de tous les événements susceptibles d'avoir une incidence sur l'exécution du marché.

Il devra signaler par écrit au MAÎTRE D'OUVRAGE les incidents prévisibles, les aménagements imposés par la sécurité ou l'évolution de la réglementation sur les installations objet du présent marché, ainsi que sur les locaux et installations adjacentes dont il n'a pas expressément la responsabilité au titre du présent marché, dès qu'il pourra les déceler, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner la non-exécution des travaux demandés.

Le Titulaire ne peut en aucun cas invoquer la défaillance d'un sous-traitant ou fournisseur pour s'exonérer de l'une quelconque des obligations qui lui incombent.

3.2. RÉGLEMENTATION

Le TITULAIRE veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du MAÎTRE D'OUVRAGE.

Si les installations ou les locaux cessent d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, notamment à celles relatives à la sécurité des personnes et à la lutte contre la pollution atmosphérique et des eaux, le TITULAIRE, dès qu'il en a connaissance, doit le signaler par courrier au MAÎTRE D'OUVRAGE.

3.3. LOIS SOCIALES

Le TITULAIRE assurera à son personnel le bénéfice des lois sociales et des conventions collectives en vigueur, tant à la signature du contrat que suite à leur éventuelle adaptation ou modification, qu'elles soient d'ordre réglementaires ou contractuelles.

3.4. PLAN DE PRÉVENTION

Le TITULAIRE établira un plan de prévention spécifique au début du marché, conformément au modèle joint en annexe.

Ce document est tenu à jour pendant toute la durée du contrat et transmis au MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE veillera à son application et en assurera la mise à jour à minima annuelle.

Le TITULAIRE est responsable de ses agents, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Le TITULAIRE a une obligation de sécurité à l'égard des matériels dont il assure la maintenance, des personnes qui travaillent pour lui et de l'environnement (matériels et humains).

3.5. RESPECT DES RÈGLES AU SEIN DES SITES

Le TITULAIRE informera son personnel ainsi que ses sous-traitants des règles à respecter au sein des sites.

Il fera signer le formulaire joint en annexe à chacun des salariés présents sur site.

Le TITULAIRE s'engage à remplacer, à la demande du MAITRE D'OUVRAGE et dans les meilleurs délais les personnels dont le comportement serait de nature à nuire aux intérêts ou à l'image de l'établissement.

3.6. ACHAT DES PRODUITS ET MATÉRIAUX

Le TITULAIRE a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché.

Le TITULAIRE est tenu de mettre à la disposition du MAITRE D'OUVRAGE les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

Les caractéristiques techniques de pièces de rechange et des matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées ou agréées par le(s) constructeur(s), et sont conformes aux réglementations ou normes en vigueur.

Le TITULAIRE du marché s'engage à acheter des produits qui ont été fabriqués dans des conditions de production satisfaisantes et non contraires aux conventions internationales reconnues.

Le transport des équipements et matériaux s'effectue sous la responsabilité du TITULAIRE, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

3.7. FOURNITURE D'ÉNERGIE ET UTILITÉS

Le TITULAIRE devra prendre connaissance des prescriptions particulières éventuellement imposées par les concessionnaires des réseaux eau, électricité, en ce qui concerne la nature des matériaux utilisables sur les installations.

3.8. PROPRETÉ DES LOCAUX ET ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX SANS EMPLOI

Le TITULAIRE est responsable de la propreté des locaux techniques et locaux éventuellement mis à sa disposition.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 23 juin 1978 le TITULAIRE n'entreposera pas en locaux techniques des matières combustibles, des produits toxiques ou corrosifs. Il évacuera toutes les pièces usagées (y compris celles éventuellement laissées par l'exploitant précédent).

En cas de travaux, le TITULAIRE procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le MAITRE D'OUVRAGE pour l'exécution des travaux.

Le TITULAIRE effectuera les retouches de peinture. En cas de salissures réalisées à la suite d'un incident le TITULAIRE sera responsable de la remise en état de propreté des installations.

Le Titulaire veillera à maintenir les locaux fermés.

3.9. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

3.9.1. Limitation des impacts

Le TITULAIRE prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

3.9.2. Gestion des déchets

Le TITULAIRE effectue les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris et d'évacuation des déchets créés par les prestations réalisées dans le cadre du marché (gros entretien et renouvellement ou prestations complémentaires) vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du MAITRE D'OUVRAGE en tant que « producteur » de déchets et du TITULAIRE en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le TITULAIRE reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Afin que le MAITRE D'OUVRAGE puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux, le TITULAIRE lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets.

Ainsi, le TITULAIRE remet au MAITRE D'OUVRAGE les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le TITULAIRE et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

3.10. CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE ET AUTRES FINANCEMENTS

Les Certificats d'Economie d'Energie générés par les travaux sur le site seront valorisés de façon générale par le MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE l'alertera quand des CEE peuvent être récupérés et montera le dossier afin que le MAITRE D'OUVRAGE puisse le déposer.

Le TITULAIRE produira pour le compte du MAITRE D'OUVRAGE l'ensemble des pièces écrites (attestations, notices techniques, facturation) nécessaires à l'obtention par ce dernier des Certificat d'Economie d'Energie (CEE) sur les opérations menées dans le cadre du marché ou d'autres types de financement (fonds chaleur Ademe, FEDER,...)

Le TITULAIRE proposera au MAITRE D'OUVRAGE, à chaque fois que l'occasion se présente, une valorisation intéressante des CEE.

Annuellement les parties feront un point sur :

- Les travaux réalisés qui font l'objet de CEE
- les travaux prévus qui pourraient donner lieu à des certificats d'économie d'énergie.

3.11. SUBVENTIONS

Le Titulaire mettra tout en œuvre pour assister le maître d'ouvrage dans la réalisation de dossier de subvention (lorsque celles-ci existent) et pour atteindre le montant de subvention proposé.

4. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MAITRE D'OUVRAGE

4.1. LOCAUX TECHNIQUES

Le MAITRE D'OUVRAGE met à disposition du TITULAIRE, à titre gratuit et pour la durée du marché, les locaux techniques abritant les installations décrites en annexe du CCTP et plus généralement l'ensemble des installations et locaux nécessaire à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées au titre du présent marché.

Le MAITRE D'OUVRAGE s'engage à maintenir ces locaux conformes à la réglementation en vigueur, clos et couverts, et libres de tout matériel étranger à la conduite des installations.

Le MAITRE D'OUVRAGE assurera l'équipement de ces locaux conformément aux règles en vigueur en matière de lutte contre l'incendie.

Le MAITRE D'OUVRAGE remettra au TITULAIRE, lors de la prise en charge des installations, l'ensemble des clés commandant l'accès aux locaux de service qu'il remettra à la fin de son contrat. Il prendra d'autre part, toutes dispositions pour interdire à toute personne étrangère aux services du TITULAIRE, toute intervention inopportune sur les parties d'installations situées hors des locaux de service sauf autorisation spécifique du Maître d'ouvrage.

4.2. FOURNITURE D'EAU ; D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ POUR VAL DE GERES

Le MAITRE D'OUVRAGE prend également en charge :

- la fourniture de l'eau de Ville destinée à être réchauffée en eau chaude sanitaire,
- la fourniture de l'eau d'appoint des réseaux,
- l'électricité nécessaire au bon fonctionnement des installations,
- la fourniture de gaz pour le site de Val de Gères

Le TITULAIRE pourra toutefois être tenu responsable des consommations excessives dans la mesure où celle-ci serait liée à une défaillance ou à un défaut de conduite ou de surveillance des installations dont il a la charge. Dans ce cas il appartient au TITULAIRE d'apporter la preuve de cette absence de faute.

L'électricité et l'eau froide sont fournies gratuitement par le MAITRE D'OUVRAGE. Il est demandé au TITULAIRE de jouir normalement de cette possibilité. Tout détournement ou abus non justifié sera sanctionné immédiatement par une facturation des quantités injustement consommées et remettra en cause le principe de la gratuité.

4.3. INFORMATIONS

Le MAITRE D'OUVRAGE tiendra à la disposition du TITULAIRE tous les éléments qui pourraient lui être utiles dans le cadre de ses prestations et qu'il serait en mesure de lui transmettre :

- Plans des réseaux,
- Plans de principe de conception des installations,
- Rapport audit réglementaire,
- Dossiers Techniques d'Amiante, etc...

5. CONDITIONS FINANCIERES

5.1. CONTENU DES PRIX

Les prix rémunérant le TITULAIRE sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres faisant partie intégrante de la prestation ainsi que tous les frais afférents au déplacement du personnel chargé des interventions prévues par le marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de consultation.

Ce mois d'établissement des prix, appelé « Mois zéro », noté « M0 », est le mois d'**octobre 2025**.

5.2. DÉFINITION DES PRIX

Les prix sont donnés hors taxes. Toutes taxes, charge fiscale ou parafiscale, s'appliquant directement sur le prix sera répercutée sur les différents postes et prix précisés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le prix de règlement du marché P1 pour un exercice est défini par la formule :

avec :

- $P1 = P1_c + Ic + P1_{ecs} + P1_{EL}$

où :

- $P1_c$ est le prix pour la chaleur,
- Ic est l'intéressement pour le chauffage
- $P1_{ecs}$ est le prix pour l'eau chaude sanitaire
- $P1_{EL}$ est le prix de l'électricité de secours

5.3. LE POSTE ÉNERGIE « P1 »

5.3.1. Généralités

Le TITULAIRE assurera la fourniture des combustibles, en quantité et qualité, nécessaires au fonctionnement sans discontinuité :

- Du chauffage des bâtiments pendant la période de chauffage définie par le MAITRE D'OUVRAGE,
- de la production de l'eau chaude sanitaire, toute l'année
- de la production de l'électricité de secours.

Le TITULAIRE prendra en charge, à ce titre, l'ensemble des achats d'énergie, frais de transport, livraison, frais annexes, nécessaires à cet approvisionnement ainsi que les taxes applicables à ces fournitures à la date de remise de l'offre.

5.3.2. Fournitures - Consommables

5.3.2.1 Chaleur : chauffage et eau chaude sanitaire

La chaleur nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire sera fournie par le TITULAIRE.

Il utilisera l'ensemble des installations mis à disposition.

5.3.2.1 Eau / Fourniture

La fourniture de l'eau froide nécessaire à l'entretien et au fonctionnement des installations est à la charge du MAITRE D'OUVRAGE.

Le TITULAIRE sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s'il peut apporter la preuve qu'elles sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

Il informera à ce titre le MAITRE D'OUVRAGE des éventuelles fuites constatées.

5.3.2.2 Electricité / Fourniture

La fourniture d'électricité nécessaire à l'éclairage, à l'entretien de l'ensemble des installations est à la charge du MAITRE D'OUVRAGE, à l'exception de l'électricité de secours.

Le TITULAIRE sera cependant tenu responsable des consommations anormales ou excessives sauf s'il peut apporter la preuve qu'elles sont dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

5.3.2.3 Combustible Fioul / Fourniture

La fourniture de combustible fioul demeure à la charge du TITULAIRE, qui fera établir un contrat d'approvisionnement spécifique à son nom.

Le Fioul peut être utilisé pour de la production de chaleur ou pour la production d'électricité de secours.

5.3.3. Structure du terme P1

Tous les mois, le titulaire émettra une facture regroupant les achats de fioul réalisés sur cette période, multipliés par son coefficient de marge.

5.3.4. Poste P1 Chaleur : Contrat MCI : définition de la cible

La cible énergétique est notée NB.

La quantité réellement consommée est notée NC avec :

NC : Quantité d'énergie mesurée aux compteurs en MWh Utiles utilisée pour le chauffage des locaux = $C1 - C2 - C3 \cdot qECS$

Avec :

C1 = Consommation lue sur le compteur d'énergie principal en chaufferie en MWh

C2 = Consommation lue sur le compteur d'énergie installé sur l'antenne du primaire chauffage partant vers le ballon ECS, en MWh

C3 = Consommation lue sur le compteur volumétrique de la sous-station Médecine en m³

qECS = coefficient de conversion en MWh/ m³

qECS proposé par le MAITRE D'OUVRAGE = 0,110 MWh PCS/m³

5.3.5. Le poste énergie « P1ecs »

Le poste P1 ecs = $(C2 - C3 \cdot qECS) \times Kecs$ tel que défini à l'acte d'engagement

Avec :

C2 = Consommation lue sur le compteur d'énergie installé sur l'antenne du primaire chauffage partant vers le ballon ECS, en MWh

C3 = Consommation lue sur le compteur volumétrique de la sous-station Médecine en m³

qECS = coefficient de conversion en MWh/ m³
Kecs = prix en €HT/ MWh utile

5.3.6. Le poste énergie « P1El »

Le poste P1 El = C4 x KEL tel que défini à l'acte d'engagement

Avec :

C4 = Consommation lue sur le compteur d'énergie du GE

KEL = prix en €HT/ MWh utile

5.4. DÉFAILLANCE DES COMPTEURS - MARCHÉ DE BASE M.C.I

- En cas de défaillance du compteur principal de la chaufferie C1 :

La quantité de chaleur facturée pour le chauffage NTc, pour la période comprise entre la date du dernier relevé précédant la défaillance, et celle du rétablissement du bon fonctionnement du compteur, est calculée suivant la formule :

En période de chauffage :

$$NTc = u' \frac{N_{DJX}}{N'_{DJX}}$$

où :

NTc : est la quantité de chaleur facturée après correction ;

u' : est la quantité de chaleur fournie pendant au moins dix jours de régime établi après la mise en service du compteur révisé ;

N_{DJX} : est le nombre de degrés-jours de base contractuelle X constaté à la station météorologique désignée contractuellement ou à défaut la plus proche pendant la période où le compteur a été défaillant ;

N'_{DJX} : est le nombre de degrés-jours constaté dans les mêmes conditions, pendant la période de référence où a été fournie la quantité u'.

Compte tenu de l'intermittence, il est convenu que u' correspondra à une période où les conditions d'utilisation des bâtiments sont comparables aux conditions durant la période de défaillance du compteur.

- En cas de défaillance du compteur d'énergie pour l'ECS C2 :

Le calcul de la consommation d'énergie pour l'ECS (hors solaire) est fait en fonction des quantités de chaleur consommées pendant les huit jours (lues sur C2) suivant la période de remise en service du compteur révisé, multipliée par la consommation d'EF sur la période d'arrêt du compteur et divisé par la consommation d'EF relevée au compteur d'eau froide pendant le 8 jours du relevé de C2.

- En cas de défaillance du compteur d'énergie pour l'ECS C3 :

Idem que pour C2 mais avec le compteur C3.

5.5. L'INTÉRESSEMENT « I »

5.5.1. Généralités

L'Intéressement ou les Pénalités à percevoir ou supporter par le TITULAIRE seront basés sur ces gains ou ces excès de consommation de chaleur par rapport à la cible énergétique fixée à l'Acte d'Engagement.

Les facturations du P1 et celui de l'intéressement sont dissociées et présentées sur des factures séparées.

5.5.2. Définitions

5.5.2.1 La quantité d'énergie de référence : NB

NB : la quantité d'énergie nécessaire pour le chauffage des locaux sur un exercice pendant la durée effective de chauffage et dans les conditions climatiques de référence définies à l'article 5.5.2.2 du présent document.

NB proposé par le MAITRE D'OUVRAGE = 570 MWh

Le NB contractuel sera celui indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement, dans tous les cas, il ne pourra pas être supérieur à celui proposé par le MAITRE D'OUVRAGE.

5.5.2.2 Valeur des Degrés Jours Unifiés

La quantité d'énergie de référence sera pondérée en fonction de la rigueur hivernale, et sur la base des DJU_{18°C}, publié par le COSTIC relatif à la station météorologique de : **La Rochelle**.

Le calcul des DJU réels totaux de la saison sera effectué en prenant en compte les DJU journaliers de la saison de chauffe effective, y compris la moitié de ceux des jours d'arrêt et de mise en route du chauffage.

Les conditions climatiques retenues font références aux données de la station Météo-France de La Rochelle.

DJuref : 1885

5.5.2.3 La quantité d'énergie théorique : N'B Trimestre

La cible énergétique **N'B** est calculée pour chaque trimestre avec la formule suivante :

$$N' B = NB \times \frac{DJU_{réel}}{DJU_{ref}}$$

Formule dans laquelle :

- **N'B** : la quantité d'énergie théorique nécessaire pour le chauffage des locaux sur un trimestre en fonction des DJU réels,
- **DJU_{réel}** : le nombre de Degrés Jour Unifiés constatés pendant le trimestre considéré,

- **DJUref** : le nombre de Degrés Jour Unifiés théoriques retenus pour la durée du trimestre considéré et dans les conditions climatiques de référence définies plus haut.

5.5.2.4 La quantité d'énergie de chauffage réellement consommée NC

La quantité d'énergie réellement utilisée pour le chauffage des locaux, exprimée dans la même unité que la valeur NB, prise égale à la quantité totale d'énergie utilisée sur la période de chauffage considérée, diminuée de la quantité d'énergie nécessaire au réchauffage de l'eau chaude sanitaire sur cette même période.

La quantité d'énergie réellement consommée sur le trimestre considéré, sera définie par la formule suivante :

$$NC = C1 - C2 - C3 \cdot qECS$$

5.5.2.5 Règles de partage des économies ou des excès de consommation d'énergie :

Les clauses d'intéressement s'appliquent sur le total des économies ou des excès de consommation, sans neutralisation.

Les économies de consommation bénéficient à l'acheteur public et au TITULAIRE à hauteur de 50% chacun.

Les excès de consommation sont pris en charge à hauteur de 1/3 par l'acheteur public et de 2/3 par le TITULAIRE. La fraction des excès de consommation dépassant 15% est à la seule charge du TITULAIRE.

Formules prises en compte :

Marché MCI

- En cas d'économie sur le trimestre considéré, le titulaire présentera une facture correspondant à

$$0,5 \times (N'B - NC) \times K_c$$

avec K_c = moyenne du coût de l'énergie sur le trimestre considéré.

- En cas d'excès sur le trimestre considéré, le titulaire présentera un avoir correspondant à

$$1/3 \times (NC - N'B) \times K_c \quad \text{avec } NC \leq N'B + 15\%$$

avec K_c = moyenne du coût de l'énergie sur le trimestre considéré.

5.5.3. Modification des valeurs NB

A la suite de l'installation de matériels visant à réduire les consommations ou de toute autre action sur des matériels à la charge du TITULAIRE ayant un impact sur les consommations énergétiques de chauffage, le MAITRE D'OUVRAGE pourra, d'un commun accord avec le TITULAIRE, ajuster les engagements de consommation NB.

A défaut d'accord, les parties conviennent de faire appel à un expert ou un bureau d'études, dont les frais seront partagés à moitié.

Ces modifications seront actées par avenant.

5.5.4. Réajustements sur écarts

Si les quantités d'énergie consommées NC dépassent de plus de 10% de la consommation théorique N'B pendant deux exercices consécutifs, ou plus de 15% sur un seul exercice, une nouvelle valeur du NB pourra être déterminée d'un commun accord entre les deux parties.

A défaut d'accord, les parties conviennent de faire appel à un expert ou un bureau d'études, dont les frais seront partagés à moitié.

Ces modifications seront également actées par avenant.

5.6. LE POSTE ENTRETIEN : P2

Outre les charges associées à l'exploitation et l'entretien des équipements, le poste P2 comprendra les prestations nécessaires aux interventions d'astreinte et de dépannage ainsi que la mise à disposition par le TITULAIRE des moyens d'interventions d'urgence si nécessaire, et les prestations de devoir de conseil et de reporting.

Les prestations de maintenance préventive sont à minima celles indiquées en annexe du CCTP intitulé « gammes de maintenance ».

Le prix est forfaitaire.

5.7. TRAITEMENT D'EAU CHAUDE SANITAIRE - REMPLACEMENT ET FOURNITURE À PRIX UNITAIRE

Les remplacements et fourniture à prix unitaire seront facturés trimestriellement selon les commandes qui auront été réellement passées et les prix indiqués dans le bordereau de prix.

Les formules de révision du P2 s'appliqueront.

5.8. TRAVAUX HORS FORFAIT

Les éventuels travaux hors forfait qui pourront être demandés au TITULAIRE par le MAITRE D'OUVRAGE, seront réglés par l'application :

- du prix de revient des fournitures mises en œuvre, attestées par la copie des facturations des Fournisseurs, toutes remises et ristournes déduites, affectées du coefficient de marge sur fourniture « TMF », fixé à l'annexe à l'acte d'engagement, ferme et non révisable,
- du prix de revient des prestations sous-traitées, attestées par la copie des facturations des sous-traitants, toutes remises et ristournes déduites affectées du coefficient de marge sur sous-traitance « TMST »,
- du prix horaire de la main d'œuvre concernée, tel que figurant à l'annexe à l'acte d'engagement, révisé comme le poste P2,
- des temps d'intervention, justifiés sur attachements.

Chaque intervention devra faire l'objet d'un devis préalable du TITULAIRE, et d'une commande écrite du MAITRE D'OUVRAGE.

5.9. LES TAUX HORAIRE DE LA MAIN D'ŒUVRE / LES COEFFICIENTS

Quatre taux et/ou coefficients sont utilisés pour les postes suivants :

- Travaux Hors Forfait.

- **Les prix Horaires de la main d'œuvre**, intitulés « TMO », sont proposés à l'annexe à l'Acte d'Engagement par le TITULAIRE et utilisés pour le calcul du coût de la main d'œuvre. Ce taux est révisable selon la formule indiquée à l'article concernant les révisions.

Dans tous les cas il ne pourra pas dépasser : 50 € HT

- **Le coefficient de marge sur fourniture matériel**, intitulé « TMF », est proposé à l'annexe à l'Acte d'Engagement par le TITULAIRE pour le calcul du coût des fournitures à partir des coûts de revient, justifiés par la présentation des factures fournisseurs. Ce coefficient est ferme et non révisable.

Dans tous les cas il ne pourra pas dépasser : 1.2

- **Le coefficient de marge sur sous-traitance**, intitulé « TMST », est proposé à l'annexe à l'Acte d'Engagement par le TITULAIRE pour le calcul du coût des sous-traitants, justifiés par la présentation des factures sous-traitants. Ce coefficient est ferme et non révisable.

Dans tous les cas il ne pourra pas dépasser : 1.1

- **Le coefficient de frais généraux et marge d'entreprise** intitulé « CFGM », est proposé à l'annexe à l'Acte d'Engagement par le TITULAIRE pour le calcul du prix unitaire du froid. Ce coefficient est ferme et non révisable.

Dans tous les cas il ne pourra pas dépasser : 1.1

5.10. RÉVISION DES PRIX

5.10.1. Date de Révision des prix

Les prix seront révisés à l'émission de chaque facture pour le poste P1 et annuellement pour le poste P2.

5.10.2. Prestation P1

Pour tenir compte de l'évolution des prix du combustible primaire, il est établi un coefficient d'ajustement Cr :

$$C_r = \frac{FODC4}{FODC4_0}$$

Formule dans laquelle :

- C_r : est le coefficient d'ajustement
- $FODC4$: est la valeur, connue à la date de la facturation, de l'indice du DIMAH Fioul domestiques FODC4 publié par le moniteur travaux sur la période de facturation
- $FODC4_0$: est la valeur de l'indice précédent connus à la date de remise des prix du marché.

5.10.3. Le poste P2

Le poste P2 sera révisé par la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \left(0,15 + 0,70 \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1_0} \right)$$

Formule dans laquelle :

- $P2$: est le nouveau prix révisé
- $P2_0$: est le prix de règlement des prestations en valeur marché
- $ICHTrev-TS$: est la valeur, connue à la date de la facturation, de l'indice du « Coût Horaire du Travail - Tous Salariés » de la division I.M.E. publié au BOCCRF (base 100 en décembre 2008) - CICE inclus
- $FSD1$: est la valeur, connue à la date de la facturation, de l'indice des "Frais et Services Divers N° 1" publié au BOCCRF. (base 100 en juillet 2004).
- $ICHTrev-TS_0$: est la valeur de l'indice précédent connus à la date de remise des prix du marché.
- $FSD1_0$: est la valeur de l'indice précédent connus à la date de remise des prix du marché.

5.10.4. Taux Horaire de la Main d'œuvre

Le taux horaire de la main d'œuvre, défini à l'annexe à l'Acte d'Engagement, est révisé une fois par an à la date anniversaire selon la formule suivante :

$$Tm = Tm_0 \times \left(0,15 + 0,70 \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,15 \frac{FSD1}{FSD1_0} \right)$$

Formule dans laquelle :

- Tm : Taux horaire de la main d'œuvre actualisé
- Tm_0 : Taux horaire de la main d'œuvre mentionné à l'annexe à l'Acte d'Engagement
- $ICHTrev-TS$: est la valeur, connue à la date de la facturation, de l'indice du « Coût Horaire du Travail révisé - Tous Salariés » de la division I.M.E. publié au BOCCRF (base 100 en décembre 2008) - CICE inclus
- $FSD1$: est la valeur, connue à la date de la facturation, de l'indice des "Frais et Services Divers N° 1" publié au BOCCRF. (base 100 en juillet 2004).

- **ICTrev-TS₀ et FSD1₀** : sont les valeurs des indices précédents connus à la date de remise des prix du marché.

Les coefficients sur fourniture et sous-traitance restent fermes et non révisables pour la durée du marché.

5.10.5. Modification de la constitution du parc de matériels

Lorsque des matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le ou les prix forfaitaires correspondants pour cette année sont calculés au prorata temporis du nombre de jours à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours.

5.10.6. Evolution des tarifs

De nouveaux tarifs ou paramètres de la rémunération du TITULAIRE pourront éventuellement être fixés à la demande de l'une ou de l'autre des parties, dans les cas suivants :

- Si des travaux de modification des installations ou d'amélioration des bâtis faisaient apparaître des économies dans le prix de revient des prestations ;
- Si de nouveaux textes législatifs ou réglementaires transformaient de manière sensible les conditions techniques et financières d'exécution des prestations.

Ces modifications seront actées par voie d'avenants.

5.10.7. Clause de sauvegarde

Au cas où pendant la durée d'exécution du présent marché, l'évolution de la conjoncture économique ou d'un des paramètres constitutifs des formules de révision ci-dessus venait à modifier d'une manière sensible l'équilibre du contrat pour l'une quelconque des deux parties, ces dernières conviennent de se rapprocher afin de réexaminer l'ensemble des paramètres de la rémunération.

Seront notamment considérées comme des événements nécessitant le réexamen de l'équilibre du contrat :

- toute variation en plus ou en moins de plus de 35 %, du poste P1 (ou K) constitutif de la rémunération.
- toute variation en plus ou en moins de plus de 25 %, du poste P2 constitutif de la rémunération.

Ce réexamen des prix ou des clauses d'ajustement, formules ou paramètres, ne pourra intervenir que par voie d'avenant au marché, donc avec l'accord des deux parties et ne saurait avoir pour effet de changer l'économie du marché.

Si dans les trois mois à compter de la demande de réexamen par l'une ou l'autre des parties aucun accord n'est intervenu, le marché pourra être résilié sans compensation financière du TITULAIRE.

6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS

Les acomptes seront versés au TITULAIRE dans les conditions à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

6.2. FRÉQUENCE DES FACTURATIONS

Les facturations des différents postes seront trimestrielles.

Elles seront émises à terme échu aux mois de janvier, avril, juillet et octobre.

L'intéressement sera appliqué annuellement, à la date anniversaire du marché.

6.3. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.-F.C.S.



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020. Toute facture papier sera automatiquement rejetée.

6.3.1. Facture électronique



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Conformément à l'article R2192-15 du Code de la Commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;

- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché et en cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (cf. détail ci-dessous) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

➤ Pour le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n°200 047 835 00018)

▣ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service et le numéro de la commande sont obligatoires pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : FLUID).

➤ Pour le Centre Hospitalier de Marennes (Siret n° 261 700 306 00069)

▣ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : ATEL).

➤ Pour l'Hôpital de l'Ile d'Oléron (Siret n° 261 700 371 00014)

▣ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : TECHNIQUE).

➤ Pour l'EHPAD de Surgères (Siret n°261 700 389 00016)

▣ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande).

Les factures présenteront en première page une synthèse des différents postes puis l'ensemble des détails permettant de contrôler ces montants.

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra demander au cours du marché à modifier la présentation de ces dernières.

Toute modification de domiciliation bancaire et/ou de numéro des compte bancaire ou postal devra faire l'objet d'une demande écrite de l'entreprise accompagnée d'un nouveau relevé d'identité bancaire. A défaut de la production de ces documents, le MAITRE D'OUVRAGE se réserve le droit de continuer à utiliser le compte indiqué à l'acte d'engagement.

6.3.2. Le Poste énergie : P1c chauffage et P1ecs

Les factures feront apparaître clairement les éléments suivants :

- Mois de facturation
- Anciens index pour les compteurs
- Nouveaux index pour les compteurs
- Consommation à facturer
- Prix initial du MWh indiqué à l'annexe à l'acte d'engagement
- Formule de révision contractuelle pour le prix du MWh
- Prix final du MWh
- Total Hors taxes
- T. V. A.
- Total T. T. C.

6.3.3. Le Poste P1El (Electricité de secours)

Elles feront apparaître clairement les éléments suivants :

- Anciens index pour les compteurs,
- Nouveaux index pour les compteurs,
- Consommation à facturer,
- Prix initial « K_{ELO} » d'électricité de secours indiqué à l'annexe à l'acte d'engagement,
- Formule de révision contractuelle du « K_{EL} » d'eau chaude sanitaire,
- Prix final du « K_{EL} » d'électricité de secours,
- Total Hors taxes,
- T. V. A,
- Total T. T. C.

6.4. DÉLAI DE PAIEMENT

6.4.1. Délai global de paiement

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de :

- 50 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ du délai de paiement, pour le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (sites de St Martin de Ré et de Marlonges), les Centres Hospitaliers de Marennes et Oléron.
- 30 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ du délai de paiement, pour l'EHPAD de Surgères.

Les factures erronées, comportant des erreurs sur les quantités, les prix ou faisant l'objet d'une contestation seront rejetées, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement. La reprise du délai se fera par l'envoi par l'entreprise titulaire des justifications demandées. Le nouveau dépôt de la facture sur le site CHORUS PRO fera foi pour le démarrage du nouveau délai global de paiement.

6.4.2. Pénalités de retard

Les pénalités de retard de paiement seront appliquées conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

6.5. AVANCE

6.5.1. Généralités

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée au titulaire, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

6.5.2. Modalités de paiement

Le paiement de cette avance court à partir de la notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial du marché TTC.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché; il doit être terminé lorsque ce total atteint 80% du montant minimum toutes taxes comprises.

6.6. RÈGLEMENT EN FIN DE CONTRAT

A la fin du dernier exercice, un état des lieux et un procès-verbal de l'état d'entretien et de fonctionnement des installations seront dressés contradictoirement.

Les installations devront être en état, les prestations d'entretien à jour, et l'ensemble des matériels sous contrat en mesure de fonctionner au minimum un an sans problème prévisible.

Au cas où des prestations rentrant dans le cadre du présent contrat se révéleraient nécessaires, le paiement de la dernière échéance serait différé jusqu'à la réalisation de ces prestations.

6.7. NANTISSEMENT

Les demandes de nantissement ou de cessions de créances devront être formulées conformément aux textes en vigueur (notamment Code de la Commande Publique, Code Monétaire et Financier...).

7. PRESTATION NON CONFORME - PÉNALITÉS

7.1. GÉNÉRALITÉS

Les pénalités sont encourues **sans mise en demeure préalable**.
Elles seront notifiées par écrit (mail ou courrier).

Toutes les pénalités sont cumulables.

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Les pénalités seront appliquées indépendamment de la suppression du règlement des prestations non effectuées.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure ni en cas d'interruption dans la fourniture d'électricité, des fluides thermofrigorifiques et d'eau du fait des compagnies distributrices.

Toute heure commencée est comptée pour une heure, de même pour la journée et pour la semaine, selon le pas de temps de la pénalité. Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Au cas où la carence constatée (interruption ou insuffisance), ne toucherait qu'une partie de l'installation, la pénalité sera appliquée au prorata de la surface des locaux concernés.

Pour tout manquement grave aux obligations prévues dans le CCTP (tel que la non réalisation d'une prestation pouvant entraîner des risques de sécurité), un coefficient 5 sera appliqué à la pénalité.

Si ce manquement a engendré des désordres techniques, les coûts de remise en état de l'installation (fourniture et main d'œuvre) seront à la charge du TITULAIRE.

7.2. PLAFONNEMENT

Par an, les pénalités sont limitées à un maximum de 30% du prix annuel global et forfaitaire P2 hors taxes du marché.

Le paiement des pénalités ne fera pas obstacle à une demande d'indemnisation du MAITRE D'OUVRAGE du préjudice réel et justifié qu'il subirait du fait du manquement du TITULAIRE.

Le montant des pénalités sera déduit de tout paiement de dommages et intérêts qui seraient mis à la charge du TITULAIRE.

7.3. CONTESTATIONS

Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du TITULAIRE, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies.

7.4. MONTANT DES PÉNALITÉS

7.4.1. Retard ou non réalisation d'une prestation

7.4.1.1 Prestation qualifiée dans le CCTP

Toute prestation qualifiée d'une fréquence ou d'un délai dans le CCTP pourra donner lieu à pénalité si ces derniers ne sont pas respectés.

Le montant de la pénalité dépendra du pas de temps de la fréquence et de l'éventuelle tolérance associée ou du délai et sera de :

- 50€ / h
- 100€ / jour
- 500€ / mois

- 1000€ / an (au 31/09 de l'année suivante, toute prestation annuelle non effectuée sera pénalisée de ce montant)

Cette pénalité pourra s'appliquer ainsi pour :

- Le retard des prestations par rapport aux gammes de maintenance préventive
- Le retard ou la non réalisation des prestations obligatoires du début de marché
- Le dépassement des délais de dépannage
- La non transmission d'information dans le formalisme demandé au CCTP ou le retard de transmission,
- La non tenue de réunion
- ...

Exemples d'application :

- Non réalisation du contrôle d'un disconnecteur demandé annuellement : 1000€
- Non tenu de la réunion trimestrielle : 500€
- Transmission du rapport mensuel le 15 du mois au lieu du 10 : $5 \times 100 = 500€$

Nota : les exigences citées dans les exemples ci-dessus sont utilisées seulement afin de clarifier l'application des pénalités mais en cas de divergence avec les fréquences ou délais indiqués dans le CCTP, celles dans le CCTP prévalent.

7.4.1.2 Non-respect des dates d'intervention programmées

Le non-respect des dates des interventions programmées (non-respect non signalé 48 heures à l'avance) implique une pénalité de 100 € (cent euros) par jour de retard, jusqu'à la date de l'intervention.

Ceci comprend notamment les remises en état définitive suite à des pannes.

7.4.1.3 Retard de facturation

En cas de retard de présentation des factures supérieur à 2 mois après la date de fin du trimestre, une pénalité de 50 € (cinquante euros) par jour de retard jusqu'à la date de réception de la facture, sera appliquée.

7.4.2. Prestations non conformes

7.4.2.1 Absence d'alerte

Toute installation fonctionnant en mode dégradé n'ayant pas été signalée formellement au MAITRE D'OUVRAGE au préalable fera l'objet d'une pénalité de 1000€ par détection.

7.4.2.2 Excès et/ ou insuffisance

Le TITULAIRE est soumis à l'application de pénalité dans le cas où les paramètres diffèrent de ceux contractuels définis dans le CCTP au-delà des tolérances fixées.

Les écarts sont sanctionnés par le paiement d'une pénalité journalière égale à 100€ jusqu'à ce que les paramètres respectent le CCTP.

La non-conformité sera signalée au TITULAIRE par écrit. La pénalité s'appliquera dès l'information transmise et jusqu'au respect des paramètres contractuels.

Cette pénalité pourra s'appliquer ainsi pour les exigences portant sur les températures (ambiante et eau chaude sanitaire) ou l'hygrométrie.

7.4.2.3 Répétition de défaillance sur un équipement

A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux (2) mois qui suivent une intervention de maintenance préventive ou corrective, si une explication au préalable n'a pas été fournie au MAITRE D'OUVRAGE justifiant cela, une

pénalité de 500 € (cinq cents euros) est appliquée pour chaque nouvelle défaillance qui suivra.

7.4.2.4 Non-conformité dans les documents

Toute détection de non-conformité dans les documents (documents sur site mentionnant RAS, documents remis suite aux travaux inexacts, erreur dans les relevés de compteurs, inventaire inexact...) entraîne pour chaque document une pénalité de 100 €HT (cent euros) par document et par détection de la non-conformité.

7.4.2.5 Fausse déclaration

Toute fausse déclaration (livret de chaufferie rempli d'avance,...) fera l'objet d'une pénalité de 1000€ par détection.

7.4.3. Pénalités en fin de contrat

En cas de non restitution des documents définis, le dernier jour du contrat, une pénalité égale à 5% du prix global et forfaitaire annuel du marché total sera appliquée.

7.4.4. Pénalités pour négligence manifeste

Sans préjudice de l'application des autres dispositions du CCAP, la négligence du TITULAIRE dans le respect de ses obligations au titre de la Garantie totale peut entraîner l'application d'une pénalité de 500€ par mois de retard par rapport à la programmation.

8. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le MAITRE D'OUVRAGE pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du TITULAIRE :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard,
- si la négligence du TITULAIRE remet en cause la sécurité de l'hôpital,
- si le TITULAIRE n'assure toujours pas ses prestations contractuelles suite au délai de 72 heures accordé par un courrier en recommandé avec accusé de réception.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du TITULAIRE, est à la charge du TITULAIRE. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Dans le 2^{ème} cas, la régie peut être levée dès que le TITULAIRE prouve sa crédibilité à assurer à nouveau son service.

9. GARANTIE FINANCIÈRES - ASSURANCES

9.1. GARANTIES FINANCIÈRES

Une retenue de garantie sera prélevée par fractions sur chacun des versements par le comptable assignataire des paiements. Le montant de la retenue ne peut être supérieure à 5,00 % du montant initial du marché.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du TITULAIRE par une garantie à première demande. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le TITULAIRE remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le TITULAIRE perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

9.2. ASSURANCES

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

Le mandataire-solidaire devra veiller à ce que les différents membres du groupement et sous-traitants sont suffisamment assurés pour que l'ensemble des risques soient couverts par les garanties correspondantes.

Avant tout commencement d'exécution, le TITULAIRE devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il transmettra annuellement au MAÎTRE D'OUVRAGE, les contrats d'assurance.

Le TITULAIRE devra souscrire auprès d'une compagnie d'assurance agréée une police le garantissant pour les risques de dommages aux biens et les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui pourrait lui incomber au titre des missions qui lui sont confiés par le présent marché, et ce à concurrence des montants de garanties indiqués plus bas.

Cette police garantira également le Groupe Hospitalier contre tout recours d'un tiers pour des dommages aux biens et aux personnes.

Le TITULAIRE devra également souscrire une police ayant pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par ses représentants, ses préposés en raison de dommages ou préjudices causés à autrui dans le cadre de son activité d'EXPLOITANT.

<u>Domages corporels :</u>	Illimité
<u>Domages matériels et immatériels :</u>	1 000 000 EUROS par sinistre et par année

En cas de couverture insuffisante, le MAÎTRE D'OUVRAGE se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire.

Les montants minima de garantie indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de responsabilité, et il appartient au Titulaire de souscrire les montants de garantie à hauteur des responsabilités qu'il considère assumer.

Seront notamment ouverts :

- * Les risques et responsabilité du fait d'incendies, d'explosion, d'inondations
- * Les responsabilités qui pourraient incomber au TITULAIRE en cas d'atteinte et de dommages à l'environnement (pollution des eaux, des sols, de l'air)
- * Les risques liés à des dégazages ou à des fuites de combustibles primaires.

Le TITULAIRE sera subrogé dans les droits et actions du Maître d'ouvrage pour, le cas échéant exercer tout recours contre les tiers à l'occasion de préjudices subis par lui-même ou pris en charge par ses assurances, notamment pendant la période de garantie de l'installateur.

Pendant toute la durée du marché, le TITULAIRE est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations objet du présent marché, qui pourraient survenir pendant, ou suite à un défaut dans l'exécution de ces prestations.

Il est expressément convenu que les franchises de toute sorte resteront à la charge du Titulaire et de lui seul.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par le Titulaire en matière de responsabilité civile générale sont incluses dans l'offre du Titulaire et restent à la charge de ce dernier.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire, des attestations d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- IDENTITE DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE,
- NUMEROS DE POLICE ET DATE D'EFFET, PERIODE DE VALIDITE,
- ACTIVITES ASSUREES EN REFERENCE AUX PRESTATIONS RELEVANT DU MARCHE DONT IL EST TITULAIRE,
- MONTANTS DES GARANTIES ACCORDES PAR NATURE

Les attestations seront transmises au MAITRE D'OUVRAGE à l'appui de la première facturation de chaque année.

Les attestations d'assurance doivent émaner exclusivement d'un assureur (compagnie ou mutuelle) ou d'un agent général d'assurances.

9.3. RÉPARATION DES DOMMAGES PAR LE TITULAIRE

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du MAITRE D'OUVRAGE par le TITULAIRE, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du TITULAIRE.

Tant que les fournitures restent la propriété du TITULAIRE, celui-ci est, sauf faute du MAITRE D'OUVRAGE, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le MAITRE D'OUVRAGE au matériel du TITULAIRE et causant des dommages à celui-ci.

Le TITULAIRE garantit le MAITRE D'OUVRAGE contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

10. RÉSILIATION - FIN DU MARCHÉ

10.1. RÉSILIATION - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le contrat sera résilié de plein droit sans indemnité dans les cas suivants :

- Quarante-huit heures après réception d'une deuxième lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet.
- Transfert non autorisé à un tiers de tout ou partie du marché.
- Faute grave dans les opérations lui incombant (actes frauduleux, tromperie grave, incapacité).
- En cas de liquidation de biens, de faillite, de règlement judiciaire, de dissolution de la société exploitante.
- Non présentation après un délai de 30 jours après mise en demeure, des documents de preuve de garantie financière demandés.
- En cas de force majeure ou d'événement ne provenant pas du fait de l'exploitant et qui rendrait absolument impossible l'exécution du marché.
- Si le TITULAIRE n'a pas rempli en temps utile les obligations relatives à l'assurance.
- En cas de suppression ou de réduction d'intervention apportant une gêne flagrante pour le GH comme pour les usagers.
- En cas de fraude : toute fraude manifeste, dans la facturation des livraisons de fioul, notamment pourra justifier une clause de résiliation
- Si le montant des pénalités a atteint le plafond deux années consécutives.

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la Commande Publique, en cas de fraudes, d'inexactitude ou déclarations mensongères concernant les renseignements et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-3, R2143-4, R2143-6 et R2143-7 du Code de la Commande Publique, peut entraîner, par décision du MAITRE D'OUVRAGE, la résiliation du marché aux frais et risques du TITULAIRE. Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

En cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, sans précision dans la décision, la résiliation prendra effet 6 mois après la lettre de résiliation afin que le Maître d'ouvrage puisse mettre en place un nouveau contrat.

10.2. RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Dans tous ces cas il sera procédé à l'apurement des sommes dues, calculées pour les forfaits P2 au prorata temporis de la saison en cours.

Cette indemnité sera versée à ou par le MAITRE D'OUVRAGE six mois après la prise d'effet de la résiliation.

10.3. AUTRES CAS DE RÉSILIATION

Le marché peut être résilié dans les cas et conditions visées aux articles 38 à 45 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

11. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG.

12. FIN DE CONTRAT

La remise des installations en fin de contrat est organisée conformément à l'article 2.5 du CCTP.

Le Titulaire fournit l'ensemble des informations nécessaires au lancement des futures consultations.

En fin de marché, sauf accord écrit spécifique, les installations resteront la propriété du MAITRE D'OUVRAGE et l'ensemble des installations seront fonctionnelles sans modification ni abonnement.

13. CESSION DU CONTRAT

Le TITULAIRE ne pourra céder tout ou partie du présent contrat sans l'accord écrit du MAITRE D'OUVRAGE.

14. CLAUSE DE JURIDICTION

Les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'application du présent contrat sont du ressort exclusif du Tribunal administratif compétent, du domicile du MAITRE D'OUVRAGE.

Toutefois, si le MAITRE D'OUVRAGE le juge conforme à ses intérêts, il pourra déférer à une procédure exceptionnelle d'arbitrage, certaines de ces contestations éventuelles.

15. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le TITULAIRE est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document déroge partiellement au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures et de services courants (C.C.A.G.) prit par arrêté du 19 janvier 2009.

Articles du présent CCAP dérogeant	Articles du CCAG FCS auxquels il est dérogé
Paragraphe 5 relatif au contenu des prix, à la variation des prix et à la facturation	Article 10
Paragraphe 6 relatif aux modalités de paiement	Article 11 relatif aux modalités de règlement du marché
Paragraphe 7 relatif aux pénalités	Article 14 relatif aux pénalités
Paragraphe 10 relatif à la résiliation	Article 41 relatif à la résiliation pour faute du Titulaire

17. VOIX DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)
15, rue de BLOSSAC, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics
103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)